

[Texte]

decrease in unemployment and welfare expenditures, and that is a radical cut in the capital gains tax rate. If you want to create new wealth and new jobs and reduce those kinds of social expenditures, there is a very simple, easy way to do it. I am not saying other things do not have to be addressed, but that is one area that I think absolutely should be.

I would like to touch briefly on the Free Trade Agreement as it applies to this question of reduction of government expenditures. I would like to quote from a presentation I will be making next week to a meeting of all the chief financial officers of the Ontario government. This is what I am going to say:

Freer global trade combined with more sophisticated and powerful but inexpensive communications and computer technology will work a revolution in the lives of Canadians over the next decade. I believe Canadians are rapidly reaching a consensus that markets work and government intervention largely does not. The corollary to this is that government's reach has exceeded its grasp and that government size and cost must be substantially reduced. The pace and sweep of change will accelerate as the decade unfolds. This change will challenge society and its institutions to remain flexible and adaptable.

• 1555

One last comment along this line: easy, cheap, instant global communications and increasingly free trade have made the nations of the world participants in a global experiment. Social systems and structures will be competing, much like products or services in a marketplace, and the best, most efficient arrangement for meeting human needs will become known as winners.

Uncompetitive policies and structures, like relatively high marginal tax rates, cumbersome labour legislation and regulation, so-called pay equity and affirmative action and supply management marketing boards will likely disappear.

These considerations about the kind of world we are rapidly entering in the 1990s should provide very compelling reasons for this subcommittee's work. If we are to meet the challenges of the coming decade and the coming new millennium, this government is going to have to get a lot leaner and smaller and cheaper. If it does not all Canadians will suffer.

[Traduction]

substantielle, une augmentation du nombre d'emplois et une baisse des dépenses consacrées à l'assurance-chômage et à l'aide sociale: une réduction radicale du taux d'imposition applicable aux gains en capital. Si vous voulez créer de la richesse et des emplois et réduire les dépenses sociales, il y a un moyen très facile de s'y prendre. Je ne dis pas qu'il ne faudrait pas s'attaquer aussi à d'autres problèmes, mais c'est un des domaines dans lesquels il faut absolument agir d'après moi.

J'aimerais maintenant discuter brièvement des effets de l'Accord de libre-échange sur cette réduction des dépenses gouvernementales. Permettez-moi de vous citer un extrait d'un exposé que je dois présenter la semaine prochaine à une rencontre de tous les directeurs des services financiers du gouvernement ontarien. Voici ce que je vais leur dire:

Une libéralisation des échanges internationaux, combinée à des techniques de communication et d'informatique plus perfectionnées et plus efficaces, tout en étant moins coûteuses, vont contribuer à révolutionner la vie des Canadiens au cours des dix prochaines années. Je pense que ceux-ci sont de plus en plus conscients que les marchés sont efficaces et que l'intervention gouvernementale ne l'est pas. Le corollaire de ce principe, c'est que le gouvernement doit réduire substantiellement sa taille et ses coûts; qui trop embrasse mal étirent. Le rythme et l'ampleur des changements vont s'accélérer au fur et à mesure que nous avancerons dans la prochaine décennie et ces changements vont obliger notre société et ses institutions à rester souples et adaptables.

Un dernier commentaire à ce sujet: maintenant que les communications à l'échelle planétaire sont plus faciles, moins coûteuses et plus rapides et que les barrières commerciales tombent un peu partout, les diverses nations participent désormais à une expérience mondiale. Les systèmes sociaux et les structures vont se faire concurrence, exactement comme des produits ou des services sur le marché, et les dispositions qui permettront de répondre le plus efficacement aux besoins humains en ressortiront vainqueurs.

Les politiques et les structures non concurrentielles, comme les taux marginaux relativement élevés, la législation et la réglementation lourde en matière de travail, les supposés programmes d'équité salariale et d'action positive, et les commissions de gestion de l'offre et de mise en marché, risquent de disparaître.

Ces considérations sur le monde vers lequel nous nous dirigeons, en ce début des années 90, justifient tout à fait le travail de votre sous-comité. Si nous voulons répondre au défi que nous poseront les dix prochaines années, et même le millénaire qui s'en vient, le gouvernement devra réduire de beaucoup sa taille et ses dépenses. Autrement, tous les Canadiens en souffriront.